



Chroniques droits humains

SÉRIE : DEVOIR DE MÉMOIRE

JUIN 2021



Sommaire

1. CASE DÉPART

C'est l'histoire d'un jeune adolescent désabusé qui, à l'appel de Mzée Kabila, s'est enrôlé dans l'armée de la libération. Il était loin de se douter des atrocités qui l'attendaient tout au long du parcours et que cette mésaventure détruirait le reste de sa vie. Parti pour combattre le régime de Mobutu, ayant reçu des promesses de tout genre, Mufabule est revenu chez lui à Jessah (Essence), où il revend ses services de cordonnier.

2. L'OMBRE DU PASSÉ

Le récit est celui d'un Bukavien, victime comme tous ceux de sa génération d'une succession de guerres qui ont endeuillé la région des Grands Lacs. De 1994, avec le génocide rwandais, à 2004, avec une incursion sur sa ville, il a vu la mort emporter atrocement des proches et des inconnus. Une nuit, il a lui-même frôlé la mort. Et une autre nuit, il a failli perdre ses deux parents.

3. LE CAUCHEMAR D'UN SOIR

Le récit est celui d'une femme ayant vécu dans le territoire de Kalehe en République Démocratique du Congo ou elle avait subi les atrocités des groupes armés. Après avoir été installée au Canda, elle décide de raconter ce qu'elle avait traversé. Le manque de justice l'a poussé à quitter le pays afin d'être protégé, mais les souvenirs de cette nuit lui reviennent sans cesse.

4. LES ÉCHOS DU PASSÉ

Cette histoire porte sur la vie d'un jeune homme ayant vécu les atrocités de la guerre à l'Est de la République démocratique du Congo. Au mois de mai 2004, la ville de Bukavu est prise d'assaut par des affrontements armés. Ces derniers opposèrent les forces gouvernementales aux troupes rebelles conduites par le colonel MUTEBUSI. De ces affrontements, résultèrent des violations graves des droits humains et de droit international humanitaire. Des crimes graves furent perpétrés à l'endroit des civils et la paix sociale fut perturbée par ce conflit aux conséquences dévastatrices.

Case départ

PAR BOSINGZI NSIMIRE

Jean BYADUNIA LUBUNGO, alias Mufabule, est un Zaïrois né en République Démocratique du Congo, dans la province du Sud-Kivu, ville de Bukavu, âgé à l'époque de 16 ans et dont le papa était cordonnier dans le quartier essence dans la commune de Kadutu où il a grandi. Son père lui avait appris le métier de cordonnier comme seul moyen de s'en sortir dans ce pays du Maréchal Mobutu où la mise en place était déjà terminée. D'un côté, au plus haut sommet, les dinosaures du Mobutisme qui avaient droit à tous les privilèges et richesses et de l'autre, au plus bas de l'échelle tous les bas peuples qui eux n'avaient droit à rien sauf à la misère.

Un mardi vingt-six du mois d'octobre 1996, on apprenait avec stupéfaction l'attaque de la ville de Bukavu par des troupes étrangères, attaque qualifiée de complot extérieur contre le Zaïre venant des pays voisins principalement du Rwanda. À la grande

surprise de la population bukavienne, le chef de cette rébellion se trouve être Mzée Laurent Désiré KABILA, un Zaïrois qui se voulait libérateur du peuple face à la dictature de Mobutu. Dans son adresse à la population, le numéro 1 de la rébellion lance un vibrant appel à la jeunesse de Bukavu à s'enrôler dans l'armée afin de libérer le pays du Mobutisme qui l'a asservie pendant plus de trois décennies. La population hésitait à rejoindre cette rébellion. Ayant constaté cette réticence, les membres de la rébellion approchent les jeunes dans la rue en leur promettant richesses et gloire pour ceux qui combattront dans l'armée de la libération.

Mufabule se rappelle qu'un soir son ami Sping était venu lui dire qu'il avait été approché par des recruteurs. Cependant, il déclina leur offre, car il considérait que Mobutu et son armée, l'une des plus fortes d'Afrique, allaient écraser toute personne qui se lèverait contre eux. Mufabule arriva à con-

vaincre ce dernier de le mettre en contact avec les recruteurs voyant par là le seul moyen de devenir quelqu'un (riche) au Zaïre. C'est ainsi qu'ils prirent contact avec un homme qui se faisait appeler « le commandant » des troupes de la libération.

Le commandant salua leur courage en leur promettant de faire d'eux des grands hommes dans le pays de nos ancêtres, peu importe le poste qu'ils voudront occuper et les richesses qu'ils demanderont.

Il leur assura également que les troupes de l'AFDL n'étaient pas là pour faire du mal aux populations civiles, mais pour combattre et anéantir les représentants de Mobutu parmi lesquels l'Archevêque de Bukavu, Monseigneur Munzihirwa, et de ce fait l'affaiblir.

Il les invite à rejoindre les autres au bar/restaurant « malewa », mais avant cela ils ont reçu leur première mission, celle de recruter d'autres amis soucieux du changement. Tous passèrent la nuit sur le lieu. Parmi les hommes Mufabule reconnaît des enseignants, des journalistes, des « mushimamo », des vendeurs, des enfants de la rue et autres fonctionnaires de l'État.

Le commandant explique aux recrues que pour s'assurer de la victoire, ils suivront une formation avant de prendre les armes. Déjà le lendemain, ils seront acheminés au centre de formation. Mufabule n'avait même pas pris la peine de dire au revoir à sa famille. Sa mère, ayant reçu échos de son engagement, était allée le supplier de retourner à la maison. Mufabule ne voulait rien entendre et lui avait promis de lui acheter une grande maison à son retour.

Très tôt matin, le voyage vers le centre de formation commença et au bout de quelques heures ils arrivèrent en terre étrangère. Déjà certains se posèrent des questions sur le lieu. Cependant Mufabule leur explique qu'il est normal que la formation se fasse en terre étrangère étant donné qu'au Zaïre le dictateur a placé ses hommes partout.

Aussitôt une première parade organisée après avoir scandé des chansons révolutionnaires, le commandant invita Mzée Kabila, alias « Mwalimu », à prendre la parole. Il prit la parole en ces termes : « Nous devons libérer nos sœurs et frères de l'oppression de la dictature et renverser la pyramide, car c'est parmi vous que l'on désignera les futurs ministres, généraux, ambassadeurs et autres chefs d'entreprises éta-

tiques du régime en voie de naître. Vous devez apprendre à endurer, vous devez avoir le sens du sacrifice, parfois face à la résistance vous ferez usage de vos armes, vous serez obligés de vous en prendre à vos frères. Bref, au nom de la révolution vous tuerez, vous violerez quand il le faudra. C'est ça le prix à payer pour atteindre notre objectif.»

La formation débuta sans tarder. Convoqué par les « bakubwa » qui lui confièrent le titre de « chargé de sensibilisation ». Il aura, entre autres missions de motiver et de surveiller les autres recrues. Mwalimu lui garantit un bon encadrement et des récompenses une fois à Kinshasa. Pendant la formation ils apprirent la discipline et l'ordre. Les formateurs leur dirent qu'un kadogo, c'est l'obéissance aux ordres des supérieurs. Les indisciplinés étaient sanctionnés des coups de fouet allant jusqu'à l'exécution. Ils apprirent également à être physiquement et mentalement forts. Ils dorment rarement, font beaucoup d'exercices, apprennent à utiliser des armes AK-47. De fois, ils passèrent des journées sans manger et certains soirs, on leur amenait des femmes qui vont leur tenir compagnie. Mufabule apprit comment dormir avec une femme. À la fin de la formation des re-

crues, chacun a reçu une arme avec comme consigne de la garder précieusement et d'être prêt à tirer sur l'ennemi. Mufabule est promu adjoint du commandant. Aussitôt, ils doivent commencer leurs premières conquêtes. Trois villes sont ciblées : Kamituga, Kindu et Kisangani. Des consignes leur sont données : pas de peur, n'aller que de l'avant, enjamber cadavres et blessés sans vous soucier de leur sort, il faut seulement viser le dictateur et ses hommes à capturer vifs ou morts. Avant d'aller sur le champ de bataille, ils ont été invités à boire une potion magique qui ferait qu'ils soient invisibles, invincibles et invulnérables aux balles de l'ennemie.

Après cette première journée de conquête, la troupe remporte la victoire devant les soldats du dictateur. Un petit nombre tombent sur le champ de bataille. Le commandant leur rassure qu'ils sont tombés parce qu'ils n'ont pas respecté les consignes. Il annonce aux troupes que les conquêtes se poursuivront chaque jour jusqu'à atteindre la capitale. Mufabule se rappelle que la conquête allant de Tshopo à Tingitingi via Lubunga, était la plus pénible pour lui et ses camarades. En effet, un bon nombre de combattants étaient tombés sur le champ de bataille. D'autres arrivaient gravement

blessés. Curieusement pour le Commandant, les combattants absents étaient des traîtres et qu'ils auraient rejoint l'armée du dictateur. Il ordonne à Sping d'administrer 100 coups de fouet à Mufabule pour n'avoir pas bien surveillé les troupes.

Après un début radieux, petit à petit la situation commença à se dégrader. Les troupes font face à une résistance non seulement à Kenge, à Tingitingi, mais aussi dans d'autres coins du pays devant non seulement l'armée de Mobutu, mais aussi des miliciens venus des pays voisins et les miliciens Mai-mai appelés les Katukus. Les troupes meurent de faim, dorment rarement et ils assistent à des actes de violence sans pareils. La division au sein de troupes se fait sentir. Certains envisagent même de s'enfuir à la première occasion. Cette crainte arrive aux oreilles du commandant et ce dernier exécuta huit hommes devant les autres en guise de dissuasion.

Finalement au bout des quelques conquêtes, les troupes sont proches de la capitale. Ils multiplient des vigilances, car imaginant que Mobutu a concentré ses dernières forces à Kinshasa. Arrivés à l'entrée de la ville, à leur grande surprise, ils aperçoivent des foules des gens venant les accueillir avec des chants et applaudissements, le dictateur a pris fuite! Le pays est libéré!

Les Kadogos sont tous en fête, voyant enfin les récompenses à porter des mains. Cette joie n'a été que de courte durée. Le Mwalimu vient leur dire que personne n'avait le droit d'occuper une maison. Les soldats sont là pour protéger toutes les résidences abandonnées en attendant l'arrivée des cadres du mouvement qui vont y habiter. De ce fait, la même discipline qu'au front continue. Ce discours du commandant commence à désillusionner les combattants qui ont survécu. Mufabule calme ses camarades en leur disant que les chefs préparent probablement leurs récompenses. Cependant les jours passent et le nouveau régime commence à s'installer. Aucun des compagnons de Mufabule n'est promu. Ils n'ont droit ni à une décoration ni à une reconnaissance quelconque. Ils étaient tous affectés à des rôles de gardiens des maisons qui étaient progressivement occupées par d'autres personnes étrangères à la lutte et de garde du corps de ces mêmes officiers rwandais dits « Alliés ».

Pire encore, l'AFDL les réduit à de simples accompagnateurs des concu-

bines des « bakubwas » au marché et à leurs nombreuses cérémonies et festins où les kadogos n'avaient droit qu'aux restes de la nourriture.

Sur le plan politique, les postes de responsabilité ont été attribués aux personnes étrangères à la lutte plutôt qu'aux Kadogos qui sont venus des montagnes du Kivu jusque dans la capitale Kinshasa à pied. Le « Mwalimu » ne venait plus tenir des longs discours et des promesses aux kadogos. Des mois étant passés, les esprits et les regards ayant changé, les kadogos n'existent pratiquement plus aux yeux des « bakubwas ». Les révoltes commencent dans le rang des kadogos. Ils exigent leurs récompenses et aucun discours n'arrivait plus à les calmer. Ils décidèrent de tourner le canon vers leurs bourreaux et déclenchèrent la seconde guerre de « libération » ou d'« agression » en 1998. Quelle ironie du sort ! Les kadogos se retrouvent en train de se tirer dessus, les uns du côté du Mzee Kabila et les autres du côté de la nouvelle rébellion, dont Mufabule.

Même la population kinoise, qui les avait applaudies en libérateurs, va s'assigner la mission de les éliminer n'hésitant pas à les blâmer publiquement, car ils étaient assimilés aux agresseurs rwandais. Il devenait difficile pour

Mufabule et ses compagnons de rester dans une capitale qui leur était subitement hostile et dont ils maîtrisaient mal la géographie. Ils décidèrent de se replier vers la centrale hydro-électrique d'Inga pour préparer leur retour dans leurs provinces respectives et d'oublier les promesses qu'ils avaient reçues. Un soir, le commandant revient vers les kadogos et leur annonce qu'il y a eu une tentative de coup d'État et que le Mzee a noué de nouvelles alliances avec l'armée angolaise, et que cette dernière est à la recherche des kadogos pour les éliminer y compris elle-même sur ordre de Mwalimu. Il leur propose de se replier sur le territoire Angolais dans la province de Soyo et de se rallier à la rébellion angolaise UNITA, qui les aidera à regagner l'Est.

C'est ainsi qu'ils vont se rallier à la rébellion angolaise et vont combattre le président Dos Santos. Avec l'aide de la rébellion Unita, les Kadogos atterrissent à Goma au bout de quelques jours. Le temps d'un soupir, une autre guerre va se déclencher à Kisangani entre les armées ougandaises et rwandaises. La bande de Mufabule sera sollicitée et le Commandant leur annonce qu'ils doivent prendre la direction de Kilo.

Pour la première fois, Mufabule

avait livré un combat pour la survie. Beaucoup de ses amis vont périr dans cet enfer de Kisangani. Il va quant à lui pour la première fois être touché sévèrement. Bien qu'ayant pris le dessus sur les troupes ougandaises, Mufabule et Sping n'ont plus le cœur à la guerre et envisagent de fuir et rentrer à Bukavu.

Ils quittèrent discrètement la caserne militaire de Kapalata où ils étaient cantonnés. À la première occasion, ils embarquent dans l'avion des rebelles angolais qui venaient récupérer les munitions. Lorsque l'avion atterrit à Goma, se rassurant qu'ils n'étaient pas surveillés, ils s'enfuirent. À quelques kilomètres de la piste d'atterrissage Mufabule attendu « Bam » derrière lui, Sping est tué accidentellement par une grenade. Mufabule n'avait pas le temps de pleurer son ami, il continua de courir et ne s'arrêta que lorsqu'il avait la certitude d'être aussi loin que possible. Lui qui avait appris à ne jamais pleurer les morts, ne put s'empêcher de pleurer son ami. Après son deuil, Mufabule se débarrassa de son arme et des munitions dans la brousse. Il poursuivit sa route avec pour objectif d'atteindre Bukavu le plus tôt, où il pouvait espérer retrouver un peu de repos, un repas chaud, le confort d'une maison, où il n'aura pas à craindre pour sa vie.

Après des jours de marches qu'il n'arrivait plus à compter et tout en évitant le plus possible de dormir, Mufabule arriva à Bukavu où il apprit le décès de son papa pendant son absence. Les jours passent et Mufabula sera, encore une fois, confronté à la dure réalité de la vie celle de la survie. À l'âge de 25 ans, Mufabule ne connaît que le métier de cordonnier et celui du maniement des armes. Étant donné qu'il avait renoncé au métier de maniement des armes, il ne lui restait que l'unique alternative celui de revenir à ses premiers amours.

Mufabule reprit le « kasonga », le « mugera » et le parapluie de son père ; et revends ses services de cordonnier dans son quartier Essence. Mufabule nous confie qu'il n'a jamais retrouvé une vie normale. Il n'est jamais arrivé à oublier les atrocités de la guerre qui le hante chaque nuit. À chaque fois qu'il pose la tête, les scènes horribles de la guerre lui reviennent, des squelettes, des cranes, des huttes brûlées, des femmes et bébés éventrés, d'autres corps calcinés, des cadavres ligotés et charriés, des cadavres pendus parfois les pieds en l'air, des semblants d'enterrement fait à la hâte, etc. Et la seule chose qui lui permet de tenir, ce sont des boissons fortement alcoolisées qu'il doit prendre chaque jour.

L'ombre du passé

PAR KWABA CHAKO AUDACE

Le jour où le diable se décidera d'écrire son histoire, les hommes se rendront compte qu'il n'était pas responsable de tous leurs malheurs. L'homme, pourtant supposé être doté d'une âme, a prouvé au cours de l'histoire qu'il était capable des atrocités les plus ignobles. Malreaux osera même affirmer qu'au cours de la Seconde Guerre mondiale, les hommes ont donné une leçon de cruauté à l'enfer.

Je vois le jour à Bukavu, à l'est du Zaïre, vers la moitié des années 1980. Jeune enfant, débonnaire et insouciant, je commence l'école. Nulle part, on ne m'a jamais parlé de ce qu'est un Hutu ou un Tutsi. Jamais je n'ai entendu parler de tribu ni d'ethnie. Ce vocabulaire, je l'apprends avec le génocide au Rwanda. L'avenir et l'histoire de beaucoup de Zaïrois, dont moi-même, basculent en avril 1994 avec ce génocide. L'ombre de cette triste boucherie humaine, tel un

fantôme, va se répandre lugubrement sur toute la région des Grands Lacs.

Je ne suis alors qu'un enfant. Je n'ai jamais vu une guerre, sauf en salle de cinéma. Je n'ai jamais entendu le son d'une arme. Je n'ai jamais vu un corps inanimé. D'ailleurs, quand il y a deuil, les adultes éloignent les enfants de la dépouille. Je ne sais même pas à quoi ressemble un cimetière.

Ce génocide et ses corollaires vont me marquer à vie et laisser des empreintes indélébiles. C'est avec recul que je me rends compte que dans la boîte à vitesse de l'histoire il n'y a pas de marche arrière. Et le plus grand outrage que l'on peut faire à la vérité c'est de la connaître, puis de ne pas la dire et de l'oublier.

Dans l'histoire de ce monde, il n'existe que deux types de victimes : la victime de sa propre liberté et la victime de la liberté

des autres. Il n'existe pas de victime de la fatalité. J'ai donc été victime de la folie de quelques-uns.

Tout commence réellement en 1993. Nous habitons alors le camp des enseignants de l'ISDR. À l'époque, mon père se trouve au Rwanda, à Kibuye. J'apprendrai plus tard qu'il y était pour rendre visite à un oncle, jeune juriste, qui travaillait là-bas. Une tension règne déjà au Rwanda. C'est impossible de sortir de ce pays par la route. Le téléphone mobile n'existe pas encore. Impossible de savoir ce qui se passe de l'autre côté à cause de mon jeune âge. Sûrement, je ne pouvais pas lire les signes d'inquiétude sur le visage de ma mère. Pourtant, la guerre du Rwanda faisait la une des journaux et mon père n'était toujours pas là. Je vois régulièrement des membres de famille venir nous rendre visite et s'enquérir des nouvelles qui ne sont pas rassurantes. Un jour enfin, je vois mon père débarquer, un peu amaigri avec une grosse barbe. Il nous raconte alors que rien ne va en face et que le pire risque de s'y produire. Qu'ils n'ont eu la vie sauve, lui et mon oncle, que grâce à une pirogue. Pour quitter le Rwanda, ils ne pouvaient pas prendre la route, au risque d'y laisser la peau. Ils ont dû trouver une pirogue, ramer toute la nuit, le froid dans le dos et la peur au ventre.

Des jours vont passer. Nous déménageons vers le camp des professeurs du collège Alfajiri où mon père a commencé à travailler. Le tout premier camp de réfugiés rwandais est installé à une dizaine de mètres de chez moi, dans l'un des deux terrains de football du collège Alfajiri, où j'étudie. Comme ça brûle au Rwanda et que le Sud-Kivu, via Bukavu, ouvre ses portes aux réfugiés, l'école est interrompue. Nous sommes en 1994.

Moi et les autres enfants passons l'essentiel de notre temps dans le camp des réfugiés, autant par oisiveté que par curiosité. Tout le terrain est rempli de tentes montées par le HCR, le Haut-Commissariat de l'ONU pour les Réfugiés. Je ne me rappelle pas avoir vu de sanitaires ni de points d'eau potable. Le lac Kivu, avec son eau salée et souillée, n'est pas loin. Très vite, le choléra décime le camp sans nous toucher nous qui vivons aux alentours. C'est là que je vois pour ma toute première fois des corps sans vie ; malheureusement, ils ne seront pas les derniers. Je ne sais pas où les corps sont amenés par la Croix-Rouge pour être inhumés.

J'avais appris à nager très tôt. Pendant ce temps où il n'y a pas grand-chose à faire à la maison, avec d'autres enfants nous nous occupons à errer et à nager. Le spectacle que va nous offrir le lac, du côté de ce qu'on appelle « bassin du collège », est macabre. Des corps de réfugiés y flottent. Des hommes, des femmes, des enfants noyés, parce qu'ils sont venus chercher de l'eau, mais ne sachant pas nager. J'ai carrément grandi dans le lac. Je n'ai pas souvenir d'avoir vu un corps y flotter. Mais là, il y a des corps partout, presque tous les jours. Certains n'ont plus d'yeux, probablement arrachés par les poissons qui en ont fait leur festin.

D'autres ont le ventre gonflé, à la limite de l'éclatement. D'autres encore, à peine qu'on y touche, laissent tomber des morceaux de chair exsangues et macérés ; laissant l'os à nue. J'assiste pitoyablement au ramassage des cadavres, à la fin misérable de ce qui aura été une vie. Je ne me rappelle pas si la nuit je fais des cauchemars ou pas. Sans doute que oui. Peu après, des camions du HCR affluent pour embarquer les réfugiés survivants que le lac et le choléra ont épargnés. Je ne sais pas où ils sont emmenés. Le camp est démonté. Le temps de quelques mois d'accalmie, la première vraie guerre vécue de

mon vivant éclate. Et d'autres guerres vont suivre.

À travers la radio qui ne quitte plus nos oreilles, dans une interpellation qui passe en boucle, l'archevêque Christophe Munzihirwa nous demande de ne pas quitter nos maisons et de résister face à l'envahisseur. Il est lâchement abattu à Nyawera dans la soirée du 29 octobre 1996. À l'annonce de cette nouvelle, toute la ville est glacée. Ma famille décide, comme d'autres, de prendre fuite. Mais pour aller où ? Nous nous retrouvons à Cimpunda, chez mes grands-parents, sains et saufs. D'autres n'auront pas eu de chance. Partis trop tôt, au moment où les premiers coups de feu sont entendus, beaucoup perdent leurs vies. Les uns, parfois toute une famille, dans leurs véhicules criblés de balles, les autres sur la route. Parmi eux, il y a des amis et des connaissances. Nous faisons quelques jours de refuge à Cimpunda. Puis mon père décide que nous rentrions comme un calme précaire s'installe.

Au camp, où tout le monde n'a pas fui, nous habitons dans un immeuble à plusieurs appartements. Tous les parents se mettent d'accord ; les autres familles vont venir se terrer chez nous. Notre appartement semble moins à même d'être

atteint par les balles et les tirs des roquettes.

Dehors, c'est la mort qui circule. Le ciel est paradoxalement bleu, mais vide. Aucun cri d'oiseaux. Comme si ces derniers avaient laissé les hommes s'exterminer dans leur turpitude. De l'intérieur, nous percevons des pas de bottes. Et une éternelle symphonie macabre d'armes. C'est à peine que quelqu'un peut avoir l'audace de se mouvoir. Des militaires décident de positionner leur mitrailleuse sur le sentier qui longe notre immeuble. Qu'ils sont loin ces moments où, libres comme le vent, nous jouons dans les champs de patates ! Les petites choses, les courts instants de bonheur ne sont pas infimes. Il suffit d'être au bord du précipice pour s'en convaincre.

Le chapelet n'a pas quitté nos mains depuis des jours. Mon père, téméraire, jette un regard furtif dehors à partir de la fenêtre, sous l'œil paniqué et réprobateur de ma mère. Ceux qui ont une diarrhée sont obligés de se débarrasser à l'intérieur même. Les toilettes sont dehors. Mais la vie pèse plus que la pudeur. Les estomacs sont vides, mais on n'a pas faim.

Des heures durant, les armes continuent à retentir. Et s'éloignent au fil du temps. Nous sommes

vivants. Nous devons sortir. À l'extérieur, c'est une nouvelle république, mais aussi un charnier. Je revois ces corps sans vie, transpercés de part et d'autre, devenus un banquet de mouches. Ces odeurs qui semblent venir de l'outre-tombe. De traces de sang partout. Des corps ratatinés, des visages méconnaissables, sur des centaines de mètres.

Des nouvelles des proches et amis emportés par la guerre commencent à nous parvenir. Nous apprenons que d'autres ont atteint Kisangani et d'autres contrées à pieds. Pour manger, nous sommes obligés de ramasser les restes des magasins pillés par les militaires et les rebelles.

Deux petites années auront suffi pour que les ténèbres s'abattent de nouveau sur ce qui n'est plus Zaïre, mais République Démocratique du Congo.

J'ai fini l'école primaire. Je suis au Cycle d'orientation. Ma famille habite toujours le camp des professeurs. Nous apprenons qu'une nouvelle rébellion, appelée Rassemblement congolais pour la Démocratie, est sur les portes de la ville et procède à un massacre systématique des habitants. Nous sommes en août 1998. Nous nous terrons de nouveau. Il faut se barricader sinon c'est la fin à coup sûr

cette fois-ci. Des hommes en arme viennent d'entrer chez un voisin du camp, un commerçant de longue date. De la maison, nous pouvons voir ce qui se passe. Nous prenons garde de ne pas nous faire repérer. Il a reçu une balle dans la jambe et saigne énormément. Impossible de l'emmener à l'hôpital. Toutes les routes sont un champ de bataille. Il mourra quelques heures plus tard. Enterré précipitamment par ses enfants dans l'enclos familial, sans aucune oraison funèbre, alors que nous étions sous les lits.

Notre appartement est double. Moi et mes deux petits frères occupons la pièce d'en bas. Les parents et la cadette, celle du dessus. Une nuit, alors que des éléments de la rébellion commettent viols, vols et tueries dans la ville, nous entendons comme une bombe qui frappe la maison.

Au début, je pense être en rêve. Le temps de comprendre ce qui nous arrive, un homme armé et cagoulé pointe son arme sur ma tempe, demande de l'argent en menaçant de nous tuer. C'est à peine que j'arrive à marmonner. Le plus jeune de mes frères s'est furtivement glissé sous le lit ; l'instinct de survie. Moi et mon autre frère restons de marbre, comme hypnotisés. Voyant qu'il n'aura rien de moi, l'homme arrache la radio qui est branchée sur une prise et emporte une télécommande. Il pense que c'est un téléphone. Au-dessus, mon père ne peut plus tenir. Il veut coûte que coûte descendre. Ma mère en larmes le retient. L'instinct d'un père est tout aussi protecteur que celui d'une mère.

L'opération s'est déroulée depuis trente minutes. Cela semble une éternité. Je suis dans le lit, toujours terrifié, hébété et hypnotisé, incapable de bouger. Mes parents descendent, les voisins accourent. Ils nous trouvent vivants. Le son de la bombe, que tout le monde a entendu dans l'entourage, c'est la porte qui a été défoncée à l'aide d'une grosse pierre. La pauvre n'a pu résister et a tout de suite cédé malgré elle. J'ai la chair de poule partout. Je grelotte, tel quelqu'un plongé dans une eau glacée. Quand on vous pointe le bout d'une arme sur la tête, dans une nuit froide, les neurones se cristallisent et ne transmettent plus aucun signal.

Quelques jours plus tard, nous finissons par parler aux rebelles. Ils nous disent de ne pas avoir peur. Qu'ils viennent libérer le pays. Combien de fois serons-nous libérés ?

Mes parents tiennent un bistrot sur la route à la place Mulamba. C'est ce commerce qui nous fait vivre en grande partie. La guerre est passée par là aussi. Tout a été pillé : caisses de bière, argent, nourriture. Ce qui n'a pas été emporté est détruit. De la papperasse traîne à même le sol, des bouteilles et chaises cassées sur la route. Nous sommes en vie. C'est l'essentiel. Nous devons vivre, nous devons tenir. C'est tant qu'on vit que l'on continue d'apprendre à vivre.

Nous sommes sous occupation et réapprenons à nous réorganiser. Mes parents reprennent héroïquement l'activité sur la route. Ils rentrent souvent très tard la nuit. Ils ont des bouches à nourrir. L'une de ces nuits, deux hommes en tenue civile portant un revolver les attaquent sur la route qui mène à la maison. Il est minuit, presque une heure du matin. La route a un bas-côté. Le revolver est pointé sur eux. Un courage fou les emplit tout à coup. La vie leur a asséné tellement de coups sans qu'ils fléchissent. Leur courage, sans qu'ils ne le sachent, vient sans nul doute de là. Comme s'ils communiquaient intérieurement, chacun d'eux saute sur un homme et l'assène de coups de poings et de gifles. Ils s'enroulent avec eux de l'autre côté de la route et parviennent à arracher l'arme. Les malfrats, surpris par l'allure des événements, s'enfuient et abandonnent l'arme.

Les parents nous réveillent mes frères et moi. Ils nous racontent, essouffés, ce qu'ils viennent de vivre. Je vois un gros revolver que ma mère sort de son sac. C'est ma toute première fois de toucher une arme. Elle est remise le lendemain à qui de droit. J'ai appris par cet épisode que ce monde ne nous offre aucune espèce de garantie. Qu'en un clin d'œil tout peut s'arrêter! Il a fallu de peu pour qu'en une fois je perde mes deux parents. On ne saura jamais qui étaient ces deux hommes.

Les années ont passé. J'ai grandi. Je suis à l'université. Toutes ces années de turbulence n'ont pas eu raison de moi. Lors de la réunification du pays, la communauté internationale a décidé de lui adjoindre une mission de maintien de la paix, la MONUC.

Dans le Masisi, au Nord-Kivu voisin, un général, pasteur de son état, Laurent NKUNDA, déclenche une nouvelle rébellion. Il dit être envoyé par Dieu pour sauver les siens, les Tutsis congolais, marginalisés. Personne ne le prend au sérieux, surtout qu'avec la présence de la

MONUC, avec tout ce que le pays a connu et avec tous les efforts consentis, nul ne serait assez paranoïaque pour s'aventurer dans une nouvelle guerre. Il prouve le contraire. Aidé de son frère d'armes le colonel Jules MUBUTSI qui lui, est au Sud-Kivu ; en quelques jours, il marche sur Bukavu. Étudiant en médecine à l'UCB, je suis logé au campus de l'ISDR. Cette nouvelle folie me pousse à regagner vite la famille. Nkunda et Mutebutsi assiègent la ville en partie, empêchés par la MONUC d'aller plus loin. Nous sommes du côté assiégé.

Encore une fois, nous faisons partie des dégâts collatéraux. Par endroits, des militaires rebelles forcent les portes des maisons et

violent des filles. Certaines que je connais en sont victimes. Elles n'en parleront jamais et garderont à jamais ces blessures internes. Elles sont devenues mères de famille aujourd'hui.

Par la force des choses, les dissidents sont obligés de se retirer. Cette nouvelle guerre a été courte certes. Mais elle a causé des dégâts et réveillé en moi les vieux fantômes et l'ombre du passé qui n'ont pas cessé de me hanter.

Le Cauchemar d'un soir

PAR IRAGI BALAGIZI ROSETTE

Trois années et quelques mois se sont écoulés depuis...

Je m'appelle Marcia, j'ai actuellement 28 ans, mère célibataire d'une fille, de nationalité congolaise et actuellement je réside au Canada. La situation vécue s'était passée lorsque je vivais dans la ville de Bukavu en République Démocratique du Congo et je n'avais que 25 ans. Durant cette époque, je travaillais pour une organisation dénommée Vision Gram international. J'étais chargée de la surveillance et de reportage de la situation de la femme au Sud-Kivu dans le volet de droit et protection

de la femme. En juillet 2017, je reçus une affectation sur terrain à Kalehe.

J'ai été contraint de quitter ma famille, ma fille pour travailler à Kalehe parce que c'était un bon boulot, avec une bonne rémunération pouvant m'aider à subvenir aux besoins de ma fille. Son père nous avait abandonnés pour vivre avec une autre femme.

Ma tâche au sein de l'organisation était la rédaction des rapports d'activités, la soumission de ces derniers à mon superviseur et l'enregistrement des plaintes et dénonciations

des femmes, filles et enfants victimes des violences sexuelles. Je me chargeais de la description détaillée des bourreaux donnée par les victimes afin de les identifier et ainsi remonter à eux pour qu'ils soient jugés. Un jour, c'était le 15 septembre 2017, alors que je revenais du travail et me dirigeais à la maison, j'ai fait la rencontre de deux hommes munis d'un couteau chacun. Ils m'ont arrêtée et m'ont menacée de mort. Ils parlaient le swahili. Un de deux a pris son couteau et m'a poignardé au bras tout en disant que ce n'était qu'un avertissement et que, prochainement, il me

tuera. Je ne savais pas encore pourquoi ils m'ont fait ça, c'est alors que l'autre m'a plaqué au sol et m'a demandé d'arrêter de travailler pour Vision Gram. Sinon, ma famille me retrouvera morte. C'est à cet instant que j'ai su la raison de leur attaque. Quelques minutes après, ils se sont enfuis et m'ont laissé au même endroit en train de saigner au bras.

Des jours voire des mois se sont écroulés après ma menace, j'avais presque déjà oublié cet événement stressant. Je ne pouvais pas quitter mon travail pour ça. Je me disais que c'était des paroles en l'air et que cela ne se reproduirait plus. En plus, je n'étais pas la première personne à vivre cela. J'ai, malgré cet avertissement, continué avec la même tâche, au même poste sachant que je risquais ma vie. Je travaillais avec un collègue, il s'appelle Eli. Il savait aussi que nous étions en danger parce que parmi les victimes de violences sexuelles il y avait même des jeunes filles de cinq ans. C'était atroce et ces actes inhumains ne pouvaient pas rester dans l'ombre.

Le lundi 27 novembre 2017, je me suis rendue au travail. C'était une journée normale comme presque toutes les autres. J'ai travaillé comme d'habitude avec Eli, mon collègue. Nous avons enregistré encore de nouveaux cas, nouvelles plaintes. Vers 15 heures, Eli et moi avons décidé de prolonger nos heures de travail afin de finir avec un rapport à soumettre au chef le mardi. Nous étions restés au bureau en train d'y travailler.

Des heures passèrent... Alors que nous étions toujours en train de travailler, des crépitements des balles annoncèrent la nuit de la même date. Ils s'entendaient presque partout dans le territoire de Kalehe. Le territoire était plongé dans le noir. Il eut même coupure du courant au bureau où nous étions. Personne ne pouvant sortir pour savoir la cause de ces coups de feu, tout le monde avait peur. Le territoire fut attaqué par des individus en tenues militaires. Malgré le courage que je possédais, je ne pouvais même pas me protéger ni protéger mon collègue de travail, je tremblais de peur. Je pensais à ma fille que j'ai laissée à Bukavu, je pensais que même Bukavu avait été attaqué.

À 21 heures de la même date, Eli et moi, nous nous sommes cachés dans un des placards du bureau croyant que les rebelles ne pouvaient pas nous retrouver. En plein stress, nous entendîmes la porte du bureau où

nous rédigeons notre rapport se faire défoncer.

En même temps, des coups de feu retentissaient toujours dehors semant la panique et le désordre dans le territoire de Kalehe. Des cris, des pleurs des enfants, des femmes, des filles, des hommes se faisaient entendre, aucun gouvernement pour les aider. Le territoire était dans un noir d'enfer. Pas de courant dans tout le territoire.

Après le défoncement de la porte du bureau, la panique qu'Eli et moi avions s'est aggravée, on aurait senti nos cœurs battre à l'autre bout du territoire. Nous nous tenions par la main, je sentais la main d'Eli mouillée par la sueur de la peur, je sentais aussi sa respiration qu'il n'arrivait plus à contrôler. Je ressentais la peur au ventre.

Nous le savions déjà, la tâche qui nous était confiée, Eli et moi, et qui consistait en la rédaction des descriptions des bourreaux avait fait de nous la cible. En effet, j'avais déjà été menacé et poignardé. Nous étions leur cible principale et cette situation de crise, d'attaque par les rebelles avait donné aux bourreaux l'occasion de s'attaquer à nous.

À ce même moment, je me reprochais déjà de n'avoir pas pris en compte ces menaces. Je cul-

pabilisais, je pensais à ma famille, ma fille. Je me disais que j'aurais dû laisser tomber mon travail et rentrer à Bukavu. Eli priait déjà et tenait à l'autre main la photo de sa femme avec sa fille. Il tremblait toujours et moi d'ailleurs...

Trois hommes armés et en tenues militaires firent leur entrée dans le bureau. Ils se mirent à prendre des choses de valeur (ordinateurs, imprimants...), à saccager le lieu. Ils détruisirent tout ce qu'ils trouvaient sur leurs passages, les dossiers et documents importants, des livres... Tout en nous cherchant, ils saccageaient aussi le lieu. Ils connaissaient déjà notre lieu de travail et je ne sais pas aussi comment ils savaient qu'on serait là cette nuit.

Quelques minutes plus tard, toujours dans notre cachette, un des rebelles ouvrit la porte, nous fit sortir du placard et nous jeta par terre. Je l'avais reconnu. Il était l'un de deux hommes qui m'avaient menacé dans la nuit du 15 septembre 2017. Il me regarda et me fit un sourire moqueur. Il se mit à nous frapper sauvagement et sans pitié jusqu'à nous blesser. Le sang coulait du nez, de la bouche... Il nous donnait des coups au ventre avec l'arme qu'il possédait. Nous avons été torturés de la manière la plus cruelle qui ne soit. En pleine torture, un des rebelles,

préssumé chef, ordonna la mort de mon collègue Eli et sans tarder il fut abattu. Il reçut un coup de balle au front et directement il mourut. Il était allongé à terre comme un animal abattu après une chasse. La photo de sa femme et sa fille flottait dans le sang d'Eli. Je criai de douleur, de colère, de peur en voyant le sang de mon collègue répandu dans presque toute la pièce. Personne pour l'aider.

Hélas! Son cœur s'était arrêté. Son cœur ne battait plus. J'avais perdu mon collègue.

Je crus que c'est le même sort qui m'était réservé, mais à mon étonnement, le chef des rebelles fut appelé à moi de manière imposante, autoritaire, agressive. Il me prit violemment par le bras, ensuite par le cou et me chuchota à l'oreille ce qui suit: « Ukipima sumuliya hiyi mambo, uta azibiwa vibaya sana. Congo si yenyu, Congo ni yetu. ». Pour dire « Si tu oses parler de cette situation, tu seras maltraitée. Le Congo n'est pas à vous, le Congo est à nous ».

Juste après cette agression, cette torture, je pense qu'il faisait déjà 21 h 30, le chef et ses compagnons décidèrent d'abuser de moi sexuellement à tour de rôle. Je vus mes vêtements être déchirés agressivement, l'arme pointée sur moi, accompagnée des paroles

blessantes, humiliantes. J'étais couché à terre juste à côté du cadavre de mon collègue, il ne saignait presque plus. Je fus traitée de la sorte sous des coups et gifles. Après cet acte cruel, j'ai été trainée dehors. Les coups de feu avaient cessé et moi j'étais en état méconnaissable. À moitié habillée, en train de saigner presque partout. Je vus également d'autres victimes de cette attaque abandonnées dans le froid de la nuit. J'ai subi le même sort et quelques minutes après, je perdis connaissance.

Aussitôt, je me réveillai : c'était le matin de la date suivante, le mardi 28 novembre 2017. Je me retrouvai allongé sur le lit de l'hôpital ne sachant comment j'y suis arrivée. Je n'étais pas la seule victime de cette crise. L'hôpital était presque rempli des blessés. Tout le territoire était en deuil parce que des familles avaient perdu des êtres chers et moi j'avais perdu mon collègue.

Juste après ma sortie de l'hôpital, je suis rentrée à Bukavu et là je me suis décidée de porter plainte contre ces rebelles armés avec l'aide d'un défenseur judiciaire. Je voulais venger la mort de mon collègue en traduisant en justice ces rebelles, le problème résidait sur leur identité.

Malheureusement, je recevais des convocations de la police juste après ma sortie de l'hôpital. J'ai su la manigance de la police parce que cette dernière menaçait déjà ma famille. Alors, pour mon bien et celui de ma famille, je me suis décidée de quitter la ville de Bukavu pour Kampala. Durant mon séjour à Kampala, j'ai reçu une invitation pour une conférence aux États unis en date du 21 décembre 2017. J'ai eu l'idée de demander asile aux États unis, mais la langue anglaise me causait problème alors je me suis décidée d'opter pour le Canada.

Depuis ce temps, celui de mon arrivée au Canada, je vis en paix. Malgré les atrocités que j'ai subies, j'ai pu retrouver mon sourire et me suis adaptée à la communauté canadienne. Je n'ai pas été protégée dans mon pays d'origine.

Chaque nuit, je repense à cette histoire, à mon collègue qui serait encore en vie, à la justice que mon collègue mérite, à sa femme et sa fille qui ne le reverront plus. Malheureusement, jusqu'aujourd'hui les bourreaux sont toujours en liberté.

Les échos du passé

PAR STEEVE KALUMUNA

C'était un certain 26 mai 2004, lorsque les affrontements entre les soldats fidèles au Colonel Jules Mutebutsi, et les forces progouvernementales de la Dixième Région militaire, nouvellement créée, sous le commandement du Général Mbuza Mabe, éclatèrent à Bukavu, chef-lieu de la province du Sud-Kivu à l'Est de la République Démocratique du Congo. À ce moment-là, je n'avais que 11 ans quand je vis une histoire triste, inoubliable de ma vie. Le chef de notre avenue fut assassiné par les soldats du mouvement rebelle. Durant ces affrontements, je perdis mon oncle

paternel, mes deux cousins et mes trois camarades de classe. Lors de la première journée des combats, un soldat des troupes rebelles fut tué par la population de Bukavu en colère. Cela engendra une spirale d'affrontements et des violences qui ont bouleversé Bukavu. Ces affrontements ont conduit à la mort de plus de 100 personnes, 39 blessés, de nombreuses femmes violées et des saccages systématiques et généralisés.

Le colonel Mutebutsi, sous la houlette duquel se trouvait le mouvement rebelle, avait été suspendu de l'armée nationale que lui et son groupe

de soldats dissidents intégrèrent vers les années 2000. Ils justifiaient l'attaque par eux menée contre la ville de Bukavu par des menaces, dont selon leurs propres termes, leur ethnie (l'ethnie des banyamulenges) était victime, mais le reste de la population les prenait pour des agresseurs. Cette guerre donna lieu à nombre d'atteintes aux droits humains. J'eus connaissance des crimes de guerre perpétrés à Bukavu par les soldats progouvernementaux sous le commandement du Général Mabe et par les troupes rebelles dirigées par le Colonel Mutebutsi et le Général Nkunda.

Le Général Laurent Nkunda et un autre commandant du RCD-G basé au Nord-Kivu, déplacèrent un millier des soldats du Nord-Kivu vers le Sud-Kivu pour venir en aide au Colonel Mutebutsi en vue de prendre le contrôle de Bukavu. Nkunda prétendait vouloir assurer la protection de son peuple.

Tout au long des affrontements, des Banyamulenge ont été assassinés, tout comme d'autres civils, mais il sembla peu probable que les opérations militaires aient été justifiées uniquement par le motif ci-haut relevé. Certains membres de la communauté banyamulenge avaient accueilli favorablement l'action de Nkunda et de Mutebutsi, mais d'autres ont dénoncé les actions de deux commandants renégats, arguant qu'ils n'avaient aucunement besoin d'être défendus par ces criminels.

Entre le 26 et le 28 mai à Bukavu, des soldats de la Dixième Région militaire ont tué au moins quinze civils et dont la plupart, si pas la totalité était Banyamulenge. Ils avaient tué certains de ces civils lors de fouilles organisées en quête non seulement des armes cachées, mais aussi des soldats banyamulenges ; ils laissèrent entendre les dires de certains civils qui ont soutenu que les personnes tuées détenaient des armes et se préparaient à combattre dans les rangs du Colonel Mutebutsi. Cette version des faits fut contredite par les organisations de défense des droits humains qui opinèrent que la plupart des victimes étaient des femmes et des enfants.

J'ai vu des soldats exhiber deux jeunes garçons Banyamulenge sans armes et habillés en tenue civile près du grand carrefour de Bukavu. Ils ont arraché les chemises des victimes, les ont attachées les mains derrière le dos avant d'ouvrir le feu sur elles. Ils les avaient littéralement transpercées de balles quand bien même ils faisaient croire à la population locale que tout allait bien. Tôt le matin du 28 mai, j'ai vu des soldats venir interroger seize membres de l'équipage d'un bateau arrivé à Bukavu la veille dans l'après-midi en provenance de Goma. Ils séparèrent les personnes d'origine banyamulenge du reste de l'équipage. Ils les ont agacées et interrogées, notamment à propos d'armes. Ils ont ensuite abattu Tony Nsengumuremyi et ont amené quatre autres personnes au centre de détention de la Place du 24. Ces affrontements ont aussi entraîné des déplacements massifs de la population.

À la suite de ces affrontements, plus de 3 000 civils, pour la plupart des Banyamulenges, avaient fui au Rwanda en raison des violences commises à Bukavu. Certains réfugiés avaient été blessés par balles et d'autres avaient reçu des coups de machette ou de couteau. Bien que toutes ces blessures ne puissent être attribuées uniquement aux forces progouvernementales, celles-ci étaient responsables de la grande partie d'entre elles. À maintes reprises, des personnes qui n'étaient pas Banyamulenge sont intervenues pour sauver celles qui étaient prises pour cibles par les soldats.

De leur côté, les forces fidèles aux dissidents Général Laurent Nkunda et Colonel Jules Mutebutsi ont aussi commis plusieurs cas d'atteintes aux droits humains. Alors que les soldats de Nkunda se rendirent de Goma à Bukavu, ils en profitèrent pour attaquer de nombreux villages sur leur chemin. Dans le groupement de Minova en territoire de Kalehe, ils tuèrent deux femmes et une fillette alors qu'à Kabamba, ils tuèrent trois autres personnes. À Bukavu, des soldats rebelles ont tiré sur un homme de cinquante-cinq ans chez lui au cours du pillage de sa maison. Celui-ci trouva la mort plus tard à l'hôpital. Plusieurs autres meurtres de civils ont été dénoncés pendant

la période où ces commandants avaient le contrôle de la ville. Les informations recueillies prouvaient que les troupes dissidentes allaient d'une maison à l'autre, violant et pillant.

À Bukavu, des soldats ont violé une mère et sa fille de trois ans dans le centre de la ville. La mère était violée par six soldats sous les yeux de son mari et de ses autres enfants tandis que sa petite-fille l'était par un autre soldat. Après le viol, les soldats de Mutebusi et Nkunda pillèrent la maison et emportèrent la plupart des biens de la famille. Ils violèrent aussi trois fillettes de trois ans et cinq adolescentes. Des pillages systématiques ont été également enregistrés lors du passage des soldats fidèles à ces deux officiers renégats.

J'ai vu un habitant relater un cas typique de pillage commis par les troupes dissidentes.

Deux soldats banyamulenges étaient venus chez lui. Ils braquèrent leur arme sur sa tête et lui exigèrent de l'argent. Ils étaient cinq hommes dans la maison avec d'autres personnes dans la pièce arrière. Ils ont réclamé des téléphones et 100 \$ à chacun des hommes. La personne rencontrée leur donna 75 \$ et un téléphone. Je l'avais entendu dire que des cas des meurtres avaient aussi été enregistrés. Ils enfermèrent,

soutenait-elle, les hommes dans une pièce avant de se diriger vers la pièce des filles. De même, ils attaquèrent une fille de dix-sept ans rencontrés sur le lieu. C'est dans cette même optique qu'un soldat rentra dans la pièce pour dire que le calme ne reviendra à Bukavu que lorsque les Banyamulenges seront pris pour des Congolais, releva cet habitant par moi rencontré durant cette période d'atrocités. Cette affirmation tenait au fait que les soldats dissidents étaient irrités comme quoi leurs mères, sœurs et oncles étaient tués par Mbuza Mabe.

Ces affrontements atteignirent les environs de Bukavu, notamment le groupement de Kamanyola en territoire de Walungu. Sur le terrain, les hommes du Colonel dissident Mutebusi s'affrontaient aux troupes régulières congolaises rencontrées sur leur chemin. Battue, une partie des troupes dissidentes se dirigea vers le Rwanda et le Burundi. Certaines figures emblématiques du Rassemblement congolais pour la démocratie (RCD-Goma), mouvement politique allié aux troupes rebelles, avaient tenté de franchir la frontière avec le Rwanda à proximité de Bukavu en vue de s'échapper. Les soldats des forces armées congolaises s'y opposèrent ardemment.

Les troupes du général Mbuza Mabe, commandant de la 10^e région militaire et celles de Nkundanda acceptèrent un cessez-le-feu qui devait entrer en vigueur. Les forces de la Monuc, aujourd'hui Monusco, s'intercalaient entre les belligérants pour veiller au respect du cessez-le-feu. Une délégation en provenance de Kinshasa et de Goma avait rencontré les belligérants dans la journée afin de trouver une solution politique à la crise. Elle comprenait, notamment des ministres congolais et le vice-président Azarias Ruberwa, un munyamulenge à l'instar des militaires dissidents. Mais dans la ville de Bukavu, la population était sceptique. Elle a attendu des changements en profondeur, car les autorités du Sud Kivu, issues des différentes mouvances congolaises, n'ont jamais trouvé de modus vivendi même après la réunification et la fin officielle de la guerre en 2003. La population civile était la première touchée. À l'hôpital général, la même tension que dans la ville était perceptible. Les blessés Banyamulenge étaient soignés dans des dortoirs séparés. Une vingtaine de victimes civiles et militaires non banyamulenge étaient accompagnées de leurs proches et de soldats en uniforme dans une autre salle.

Pendant ces affrontements, le Rwanda, principal soutien du RCD-Goma, depuis que le mouvement a entamé sa rébellion contre le gouvernement congolais en 1998 ; a été pointé du doigt. Le Général Nkunda a été formé au Rwanda et a entretenu des liens étroits avec les Rwandais tout en servant dans les rangs du RCD-Goma. En octobre 2002, le Rwanda retira ses troupes de la RDC, mais les témoignages continuèrent à mettre en avant l'implication ininterrompue des forces rwandaises dans l'Est de la RDC.

L'activité dissidente d'éléments du RCD-Goma souleva une nouvelle fois la question de l'étendue du soutien politique et militaire rwandais apporté aux groupes de la région Est de la RDC.

À Bukavu, j'ai vu des éléments de l'armée rwandaise présents lors des récents événements. Ils prétendaient avoir identifié les personnes impliquées dans le génocide rwandais de 1994 et déclaraient également avoir pris connaissance des véhicules, armes et uniformes qu'elles avaient utilisés à cette fin. La situation ne passa inaperçue aux yeux du Président Kabila qui ne tarda pas à accuser le Rwanda de collusion avec les rebelles. Le gouvernement rwandais, en colère, rejeta ces accusations et ferma ses frontières avec la RDC.

Les troupes de maintien de la paix de l'ONU ont secouru des centaines de personnes menacées de violences en les réinstallant ailleurs, mais elles n'ont pas pris d'autres mesures nécessaires conformément à leur mandat qui est celui d'assurer la protection des civils et des agents humanitaires sous la menace imminente des violences physiques et par ricochet, utiliser tous les moyens nécessaires à cet effet. Le 26 mai, près de cinquante personnes ont trouvé refuge dans l'enceinte d'une église bien qu'elles y aient été découvertes par des soldats le 28 du même mois. Ces derniers exigèrent que les Banyamulenges, qu'ils ont appelés Rwandais, leur donnassent de l'argent en échange de leur sécurité. Le groupe se réfugia alors chez un habitant du quartier. Ayant fait irruption dans la maison, les soldats réclamèrent une nouvelle somme d'argent, que le propriétaire de la maison leur versa. Le lendemain, la MONUC évacua le groupe.



UWEZO AFRIKA INITIATIVE

est une association sans But lucratif (ASBL) de droit congolais qui milite pour un monde équitable où les femmes et les jeunes jouissent de tous leurs droits humains et où ils utilisent les technologies de l'information et de la communication dans les secteurs du développement.

LE CERDHO

est un centre de recherche spécialisé en droits de l'homme et en droit international humanitaire. Il fonctionne en tant qu'une unité de recherche au sein de la faculté de droit de l'Université Catholique de Bukavu.

Cette chronique est réalisée avec l'appui financier de la Coopération Suisse dans le cadre de Requiem pour la paix.



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Pour participer au devoir de mémoire en tant que poète, conteur, nouvelliste ou écrivain, veuillez contacter:

TRÉSOR MAHESHE

maheshe.musole@ucbukavu.ac.cd

DOUCE NAMWEZI

uwezoafrikainitiative@gmail.com